

Croissance et développement en Afrique subsaharienne

De nombreux pays de l'Afrique subsaharienne connaissent actuellement une phase de croissance rapide. D'après les projections du FMI, la production devrait s'accroître de 4,75 % en 2010, contre 2 % en 2009.

Après avoir connu une décélération de la croissance ou une contraction de la production pendant la récession mondiale, la plupart des pays de la région sont en train de rebondir.

Les perspectives pour 2011 et au-delà sont prometteuses. Il ressort des projections que la croissance de la production s'accroîtra pour atteindre 5,75 % en 2011, en bénéficiant de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale, qui devrait se poursuivre.

La Chambre de Commerce et d'industrie d'une grande ville portuaire de l'Ouest de la France offre un service d'information aux entreprises de la Région désireuses de connaître le contexte macroéconomique de l'Afrique, pour y développer leurs marchés.

Au sein de la cellule « Documentation Afrique », vous êtes chargé(e) d'actualiser le dossier « Afrique subsaharienne ».

Travail à faire :

À l'aide de vos connaissances, et du dossier documentaire joint, il vous est demandé de préparer une note argumentée et structurée qui, en veillant à **préciser les principaux concepts utilisés et à exploiter les sources statistiques**, devra :

1. **Caractériser et expliquer les facteurs de la croissance de cette région d'Afrique.**
2. **Montrer les limites de la croissance et analyser ses effets contrastés sur le développement de ces pays.**

Document 1 Perspectives économiques mondiales. Regain de croissance en Afrique

L'Afrique Subsaharienne affiche des perspectives économiques positives à court terme, selon « Global Economic Prospects », le recueil biennuel de la Banque mondiale sur les tendances de l'économie mondiale. D'après le rapport, le PIB du continent africain a fait un bond en avant de 4,7 % en 2010, une tendance qui devrait se maintenir en 2011 et en 2012, avec respectivement 5,3 et 5,7 % [...].

En Afrique, plusieurs facteurs ont contribué à ce regain de la croissance. En premier lieu, il y a eu une forte demande des matières premières, notamment les métaux, les minerais et le pétrole, à la faveur de la reprise économique observée à travers le monde. C'est le cas par exemple en République du Congo, qui tire l'essentiel de ses recettes de la production pétrolière. Estimé à 10,3 %, son taux de croissance est le plus élevé en Afrique pour l'année 2010. Les prévisions indiquent que le Ghana (croissance de 6,6 % en 2010), qui vient d'entrer dans le club des pays producteurs de l'or noir, devrait lui ravir la vedette en 2011, avec un taux de croissance de 13,4%. Ce taux devrait retomber à 10 % en 2012.

L'Afrique du sud, principale économie du continent, affiche malgré tout un taux de croissance relativement modeste (2,7 % en 2010) ; tandis que le Nigeria - avec une augmentation de 7,6 % de son PIB - confirme plutôt les tendances à la hausse et devrait maintenir le cap en 2011 et 2012.

Destination privilégiée des investissements

Après un recul de 12,3 % en 2009, les investissements directs étrangers ont augmenté de 17 % en 2010. Cette tendance confirme le positionnement de l'Afrique comme destination privilégiée des capitaux étrangers, même s'il faut reconnaître que trois pays (Afrique du Sud, Angola et Nigeria *) reçoivent à eux seuls 40 % de ces capitaux.

Une productivité agricole qui progresse

L'Afrique a également bénéficié d'une augmentation de la productivité agricole. C'est le cas par exemple en Ethiopie (Est de l'Afrique), où le taux de croissance, estimé à 9 % en 2010, est essentiellement propulsé par le secteur agricole. Ce secteur a bénéficié des investissements consentis dans le réseau routier et l'électricité, facteurs qui ont favorisé l'émergence de petits exploitants agricoles [...]

Hausse des prix des denrées alimentaires, un risque réel

La hausse des prix des denrées alimentaires constitue un risque réel pour le bien-être des populations et la croissance en Afrique. Pour les ménages à faible revenu, dont une part significative des dépenses est allouée à l'alimentation, une hausse de l'ordre de 10 à 20 % pourrait annuler les retombées de la forte croissance enregistrée à travers le continent. Le risque est davantage accentué par les aléas climatiques [...]. C'est pourquoi le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a récemment tiré la sonnette d'alarme et proposé des solutions pratiques en vue de garantir la sécurité alimentaire et préserver le pouvoir d'achat des ménages pauvres.

A ces risques s'ajoutent ceux, non négligeables, liés à un éventuel ralentissement au niveau de l'économie mondiale [...].

* Seul le Nigeria fait partie de l'Afrique de l'Ouest

Source : <http://www.web.worldbank.org>, janvier 2011

Document 2

Les IDE sur le continent africain

Flux d'IDE vers l'Afrique (en milliards de dollars US courants)

2005	2006	2007	2008	2009	2010
38,2	55,4	63,1	72,2	58,6	52,3

Source : CNUCED pour les années 2005-2009, FMI pour l'année 2010 (estimations d'octobre 2010)

Document 2 bis

Les IDE en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest a drainé près de 20 % des IDE vers l'Afrique ces cinq dernières années, obtenant 10 milliards USD en 2009 et 9 milliards en 2010. L'industrie pétrolière du Nigeria en est la principale bénéficiaire.

Ce pays a reçu pratiquement 6 milliard USD en 2009 et 4,5 milliards en 2010, soit 50 % des apports d'IDE à la région. Le Ghana arrive en deuxième position, avec 1,5 milliard USD en 2010. Les IDE vers ce pays ont décuplé en cinq ans, sous l'effet de la découverte de nouveaux gisements de pétrole (la production débutera en 2011).

Ce dynamisme ne vaut cependant pas celui du Niger et du Liberia : le premier a vu les IDE en sa faveur bondir de 30 millions USD en 2005 à 900 millions en 2010, et le Liberia est passé de quasiment rien en 2005 à 350 millions USD en 2010.

Source : <http://www.africaneconomicoutlook.org/>

Document 3**Les indicateurs économiques de l’Afrique de l’Ouest par comparaison avec ceux de la France pour 2011**

Pays	Valeur de l'indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance (en années)	Durée moyenne de scolarisation (en années)	Revenu national brut par habitant (en US \$ constants base 2005)
France	0,884	81,5	10,6	30 462
Ghana	0,541	64,2	7,1	1584
Congo	0,533	57,4	5,9	3066
Nigeria	0,459	51,9	5	2069
Benin	0,427	56,1	3,3	1364

NB : Le Revenu National Brut (RNB) représente la somme des revenus (salaires et revenus financiers) perçus, pendant une période donnée (généralement l’année), par les agents économiques d’une même nationalité. C’est un indicateur de la richesse nationale, très proche de la notion du PIB.

Source : d’après rapport mondial sur le développement humain 2011

Document 4**Contexte social et développement du capital humain au Nigeria**

Sur l’échelle des indicateurs du développement humain (IDH) des Nations Unies, les progrès du Nigeria sont plutôt mitigés, soulignant la nécessité de faire mieux sur tous les plans. En 2010, l’IDH global du Nigeria était de 0,423, le situant, au 142^e rang sur 169 pays, dans la catégorie des pays à faible développement humain. Ce classement médiocre traduit la lenteur des progrès réalisés dans le domaine de la santé pour redresser les taux de mortalité infantile, de mortalité des enfants de moins de cinq ans et de prévalence du VIH/sida.

Le taux de personnes ayant le sida dans la population (environ 150 millions d’habitants) était estimé à 3,6 % en 2010. Bien que ce taux soit plus faible que dans d’autres pays africains comme l’Afrique du Sud ou la Zambie, le pays comptait entre 2.9 et 3.6 millions de personnes infectées en 2009, et entre 170 000 et 260 000 personnes sont mortes du sida cette année-là. La maladie a fait reculer l’espérance de vie au Nigeria, qui est passée en 2009 à 48 ans pour les femmes et à 46 ans pour les hommes, contre respectivement 54 ans et 53 ans en 1991. [...]. Pour atteindre ces objectifs, le Nigeria doit s’attaquer à des facteurs socioculturels tels que la pauvreté, l’ignorance, les préjugés religieux et autres...

Dans le domaine de l’éducation, les autorités ont augmenté les dépenses publiques pour s’attaquer à plusieurs problèmes grâce à une loi sur l’éducation universelle gratuite (Universal Basic Education Act-UBE) prévoyant la gratuité de l’école primaire et du premier cycle du secondaire. [...]. Mais le système éducatif du pays est confronté à de grands désordres [...]. En 2009, seuls 25 % des élèves nigériens ont obtenu le certificat d’études secondaires.

Le chômage reste un problème majeur, malgré la forte croissance économique des dernières années. Le taux de chômage avoisine 19,7 % selon le ministère des Finances, mais selon les analystes, il serait plus élevé si l’on prenait en compte les jeunes sans-emploi des zones rurales et urbaines. Le sous-emploi constitue également un grave problème. Les estimations le situaient en 2009 à 21,3 % de la population active en moyenne nationale, à 20,5 % dans les zones rurales et à 26,2 % dans la région sud du pays. Les autorités entendent agir directement pour générer des emplois. Elles doivent lancer en 2011 un programme de travaux publics dans les 36 Etats du pays et dans le territoire de la capitale fédérale.

Source : d’après Banque Mondiale <http://web.worldbank.org/>

Document 5 Indicateurs du développement en Afrique 2010

[...] La corruption et une gouvernance défailante aident à comprendre pourquoi l'accroissement des allocations de ressources, telles que celles destinées à faciliter la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) adoptés sous les auspices des Nations Unies, ne s'est pas nécessairement traduit par une amélioration des indicateurs de développement humain, notamment en Afrique.

En dépit de l'augmentation considérable des financements, la région a pris beaucoup de retard dans la réalisation de l'ODM visant à réduire la mortalité infantile (définie comme le nombre d'enfants décédant avant l'âge de cinq ans pour 1 000 naissances vivantes). La hausse substantielle des taux de scolarisation bruts observée dans l'enseignement primaire au cours des dernières années ne s'est pas traduite par une amélioration équivalente en termes d'acquis scolaires.

En Afrique, le taux d'investissement privé avoisine toujours 15 %, chiffre bien inférieur à celui qui prévaut dans la plupart des pays en développement. La productivité agricole n'augmente pas assez vite ; le rendement par hectare est encore inférieur de plus de moitié à ce qu'il est dans les autres régions en développement, malgré une amélioration globale permise par des efforts en termes d'infrastructures. [...].

Source : d'après Banque Mondiale <http://web.worldbank.org/>

Document 6 Les exigences humaines et éthiques du développement

Le développement est un processus qui concilie les progrès économiques avec les exigences humaines et éthiques. « Les indicateurs de production ou de consommation de marchandises ne disent pas grand-chose de la liberté et du bien-être, qui dépendent de l'organisation de la société, de la distribution des revenus ».

La qualité de vie ne se mesure pas exclusivement à la richesse monétaire, mais aussi à la liberté individuelle et au niveau de développement démocratique des Etats. Les travaux d'Amartya Sen ont démontré que les famines en Inde étaient créées plus par l'absence de démocratie (inégalités liées aux mécanismes de répartition des denrées, et absence de liberté de la presse) que par le manque de nourriture.

Le développement conduit à accroître la « capabilité » des individus c'est-à-dire leur capacité à être ou à agir volontairement, et non à subir. Cette « capabilité » suppose des « modes de fonctionnement » reposant sur l'accès à l'éducation ou l'exercice des droits politiques (droit de vote). La liberté réelle est donc une condition d'exercice de la capabilité des agents, c'est-à-dire la possibilité offerte aux individus de choisir librement entre différentes vies possibles. Le développement devient ici un processus de libération économique et politique.

Source : <http://www.lemonde.fr/planete/>